

Rencontrer



NICOLAS RICCHIETTI/LUNDI 13 POUR LA CROIX L'HEBDO

Ngozi Okonjo-Iweala

« Travailler
avec l'Afrique
relève
de la **solidarité** »

Ancienne ministre des finances de l'État
le plus peuplé d'Afrique, la Nigériane
Ngozi Okonjo-Iweala est l'une des deux finalistes
pour la direction de l'Organisation mondiale
du commerce. Rencontre avec une combattante
convaincue de la force du multilatéralisme.

Recueilli par Marianne Meunier

POURQUOI ELLE

Le plus singulier chez Ngozi Okonjo-Iweala, c'est sa proximité. Surdiplômée, elle a passé vingt-cinq ans à la Banque mondiale, tenu les finances du premier pays producteur de pétrole en Afrique et fait désormais partie des deux finalistes en lice pour la direction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De quoi percevoir le réel par le filtre anesthésiant des chiffres, des rapports et de la novlangue des institutions. Pourtant, Ngozi Okonjo-Iweala témoigne d'une conscience aiguë des difficultés d'une vendeuse de café du Rwanda ou de l'ouvrier d'une mine de charbon qui a fermé. Son acuité tient peut-être à son expérience de la guerre, celle du Biafra, qu'elle a vécue au plus près et qui lui a permis de mesurer la fragilité des possessions matérielles et des positions sociales. C'est cette alliance entre un interminable curriculum vitae et un sens profond de la réalité que nous avons voulu rencontrer. D'autant qu'il y a chez Ngozi Okonjo-Iweala une ambition que rien n'a pu désarmer. Femme, noire, africaine, elle s'est heurtée aux préjugés. Nous avons voulu comprendre comment elle les a surmontés. Sans renoncer à son identité.

aujourd'hui comme en toutes circonstances, vous portez un ensemble traditionnel. N'êtes-vous pas tentée, parfois, de souscrire à l'« uniforme » des organisations internationales, que vous fréquentez de longue date ?

Je m'habille tout le temps ainsi. Même en hiver. Nous n'y sommes pas encore, mais quand c'est le cas, je n'ai pas froid ! J'ai certains ensembles qui couvrent le cou et les avant-bras. Sans compter que le coton est assez chaud...

Pourquoi est-ce important pour vous ?

C'est comme si je vous demandais pourquoi vous portez une robe. (*Elle rit.*) Ces tenues, c'est moi, c'est nous ! De même que certains portent un jean et une chemise, nous, les femmes africaines, nous nous habillons ainsi. Cela ne veut pas dire que nous ne portons que cela. Mais c'est notre identité.

Avez-vous rencontré des difficultés, durant votre carrière à la Banque mondiale, liées au fait que vous êtes une femme noire ?

Bien sûr. Il m'est déjà arrivé d'entrer dans une pièce avec une équipe que je dirigeais et qu'on me demande : « *Où est le chef ?* » Pour mes interlocuteurs, il était inconcevable qu'une jeune femme noire soit à la tête d'un groupe. Finalement, j'ai eu une

excellente carrière et j'en suis reconnaissante. Mais pour gravir les échelons, il m'a fallu relever ce genre de défi. Cela n'a pas été facile. D'ailleurs, il n'y a pas beaucoup d'organisations internationales dirigées par des femmes, et encore moins par des femmes noires... Pourquoi ? À cause de ce biais de genre et de race qui imprègne les mentalités. L'essentiel est de persévérer. Pour ma part, les conseils que mon père m'a prodigués quand j'étais jeune m'ont aidée à ne pas me décourager.

Que vous a conseillé votre père ?

J'avais 19 ans, je parlais pour l'université aux États-Unis, et, avant que je monte dans l'avion, il m'a prévenue en me disant : « *Tu quittes le Nigeria pour un autre pays, où tu risques d'être confrontée à des discriminations en tant que femme noire africaine. Si ta couleur ou ton genre gênent les autres, ce n'est pas ton problème, c'est le leur. Ne te laisse pas impressionner. Au contraire, tires-en de la force.* »

Vous avez travaillé pendant vingt-cinq ans à la Banque mondiale et briguez la tête de l'OMC. Comment la femme de terrain que vous êtes s'accommode-t-elle de ces organisations internationales réputées éloignées de la réalité ?

Vous avez raison, ces organisations sont souvent perçues comme très distantes. Elles évoquent des chiffres, des grands noms... Mais il est possible de les rendre plus familières à la femme et à l'homme ordinaires. Pour cela, il faut leur faire comprendre qu'elles œuvrent dans leurs intérêts et sur des sujets qui concernent leur vie quotidienne. Prenez l'OMC. Le commerce, chacun voit de quoi il s'agit, chacun est concerné ! Souvent, les individus ne comprennent pas qu'il existe un lien entre eux et les organisations internationales. Mais il est possible de leur montrer qu'elles les aident à améliorer leur niveau de vie, celui de leurs enfants et qu'elles contribuent à créer des emplois.

Comment convaincre le grand public de cette utilité ?

Regardez. Beaucoup de femmes exercent dans le commerce, via des petites et moyennes entreprises. Au Rwanda par exemple, certaines d'entre elles vendent du café en ligne et touchent

trente dollars par tonne. C'est quatre dollars de plus que si elles recouraient à un canal de vente plus traditionnel. L'e-commerce est pour elles un débouché, comme pour toutes ces femmes qui, en ce moment, confectionnent des masques contre le Covid-19. Mais encore faut-il que cet e-commerce respecte des règles. Les élaborer est la mission de l'OMC. Voilà ce qu'il faut dire au public : il existe une organisation qui peut construire un cadre pour vous aider à mieux vendre vos produits, à améliorer vos revenus et à changer votre vie.

« Le Covid-19 est un mal public global. Pour le combattre, nous avons besoin d'un bien public global. »

Plus concrètement, comment l'OMC peut-elle aider ces commerçantes en café ?

L'OMC élabore un cadre de règles qui rendent le commerce juste, stable, prévisible et transparent. Dans le cas de ces commerçantes en café, ce cadre les protégerait par exemple d'une concurrence déloyale. Que vous vendiez en ligne ou au comptoir, vous avez besoin d'une concurrence saine. Plus généralement, sans l'OMC, nous aurions des guerres commerciales.

Le multilatéralisme est en crise : les États-Unis se sont retirés de plusieurs institutions internationales et menacent d'en faire autant avec l'OMC, les pays ont une

approche individuelle face au Covid-19... Comment faites-vous pour y croire encore ?

Ma confiance tient au fait que certains problèmes ne peuvent être résolus que par une action et une solidarité globales. Nous sommes aux prises avec un exemple parfait aujourd'hui ! La pandémie de Covid-19 ne peut être maîtrisée par l'action d'un seul pays. Tel ou tel dirigeant aura beau être aussi nationaliste que possible, son action sera vouée à l'échec. Le virus étant partout, il faut y aller ensemble, comme un monde. Le Covid-19 est un mal public global. Pour le combattre, nous avons besoin d'un bien public global, à savoir, l'action multilatérale.

D'après vous, la crise du système multilatéral est-elle chronique ou seulement liée à la défiance de quelques dirigeants populistes ?

Il y a un peu des deux. La mondialisation a permis à de nombreux habitants de la planète de sortir de la pauvreté, mais elle en a aussi oublié

de nombreux en chemin, et ce, pas uniquement dans les pays les plus pauvres. Ici et là, ces inégalités et cette exclusion nourrissent un sentiment nationaliste et une réaction populiste. La question posée, c'est donc : comment inclure les laissés-pour-compte de la mondialisation et du multilatéralisme, que ce soit les petites ou moyennes entreprises, les femmes, les jeunes, les ouvriers des mines de charbon qui ont fermé ? Chacun d'eux peut être sensible au discours d'un leader populiste et nationaliste qui promet : « *Nous pouvons mieux faire à condition de nous concentrer sur nous-mêmes et de ne pas faire confiance aux institutions multilatérales, qui ne peuvent rien pour nous.* » Pourtant, ces institutions sont clé.

Peut-être n'allez-vous pas aimer cette question, mais votre confiance ne tient-elle pas aussi au fait que vous venez du Nigeria ? Les institutions internationales donnent une tribune aux pays africains, et leur prêtent une attention que sans elles, ils n'auraient pas.

(Agacée.) Non. Travailler avec l'Afrique ne relève pas de la charité mais de la solidarité. Pourquoi devrait-elle supporter le fardeau de problèmes créés à l'extérieur ? En 2008, la crise financière a eu des conséquences en Afrique, mais c'est dans le monde occidental qu'elle a commencé. Pour la résoudre, tous les pays ont dû s'unir via la Banque mondiale, les Nations unies... La pandémie actuelle non plus n'a pas démarré en Afrique. Pas davantage que le changement climatique, initié dans les pays occidentaux sous l'effet de leur mode de production. Ce sont surtout eux qui ont utilisé du charbon !

L'Afrique n'est responsable que d'une très faible proportion des émissions mondiales de CO₂, mais elle paie le prix fort du changement climatique : des sécheresses, des crues, une météo imprévisible, qui ont des conséquences sur l'agriculture. Quand vous provoquez un problème quelque part, il faut aider à le résoudre.

Votre père était « obi », un roi en langue ibo, ethnie du sud-est du Nigeria, où vous avez grandi. Cette ascendance royale vous a-t-elle influencée dans votre vie ?

Oui, beaucoup. Il y a au Nigeria de petits royaumes, comme le Luxembourg ou le Liechtenstein en Europe. Ils peuvent compter 70 000 à 100 000 habitants. Mon père était à la tête de l'un d'entre eux, le royaume d'Ogwashi Ukwu, situé dans notre région d'origine (*le delta du Niger, NDLR*). Le cœur de sa fonction, exercée par ma famille depuis 1867, consistait à veiller au bien-être de toute la population et donc à l'état de l'électricité, des routes, à l'éducation... Il était aussi chargé de régler les différends entre habitants, notamment ceux qui éclataient autour de la propriété de la terre.

C'est une fonction très importante, car la terre est détenue par la communauté et il y a beaucoup de conflits fonciers. J'ai donc été éduquée avec l'idée qu'il faut servir sa communauté, que lorsque vous finissez vos études, vous devez revenir chez vous pour « rendre », pour faire profiter chacun de vos compétences plutôt que de partir gagner votre propre salaire ailleurs. C'est ce que j'ai fait. J'ai « rendu » à mon pays en prenant le poste de première conseillère du président, puis de ministre des finances, puis des affaires étrangères. J'ai aussi tenté de « rendre » à ma communauté immédiate en l'aidant pour des problèmes d'éducation, d'eau, d'électricité, sur lesquels j'ai tenté d'attirer l'attention du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'État

« local ». Le statut de mon père m'a donné un sens des responsabilités très fort.

Vous aviez 12 ans quand la guerre du Biafra a éclaté. Quelles traces a-t-elle laissées en vous ?

Des souvenirs très douloureux. Ce qui m'a le plus affectée, c'est de voir tant d'enfants mourir du kwashiorkor (*malnutrition*). Et puis il y avait la peur. Les bombardements étaient fréquents et très proches. Nous fuyions d'un lieu à l'autre avec ma famille. Nous avons commencé dans la ville de Port Harcourt. Comme mon père était brigadier dans l'armée du Biafra, nous faisons la cuisine pour les soldats avec ma mère. Mais nous ne pouvions rester quelque part trop longtemps. Ensuite, nous nous sommes cachés dans des villages.

« J'ai été éduquée avec l'idée qu'il faut servir sa communauté. C'est ce que j'ai fait. »

Le Nigeria

Le Nigeria, avec 200 millions d'habitants, est le pays le plus peuplé d'Afrique. Indépendant depuis 1960, il en est aussi la première économie (25 % du PIB du continent) et le premier producteur de pétrole (13^e au niveau mondial), celui-ci étant extrait essentiellement dans le delta du fleuve Niger. Depuis 1991, sa capitale est Abuja, ville nouvelle installée au centre du pays.





YURI GRIPAS/REUTERS

Ngozi Okonjo-Iweala à la sortie du siège de la Banque mondiale, à Washington, dont elle a été directrice générale.

Pendant ces années, vous avez dû parcourir des kilomètres, votre petite sœur malade sur le dos. Vous tirez une réputation de combattante de cet épisode...

Oui. Nous avons trouvé refuge dans un tout petit village. Il n'y avait évidemment ni médecins ni hôpitaux. Mais ma petite sœur, qui avait 3 ans, avait déclenché une grave crise de paludisme. Ma mère n'allait pas bien non plus... Comme nous avons entendu parler d'une consultation gratuite dans un centre médical à 5 kilomètres de chez nous, ma mère m'a demandé d'y emmener ma sœur. J'avais 12 ans, je l'ai accrochée sur mon dos et nous sommes parties. Le jour ne s'était pas encore levé. À mon arrivée, une foule immense attendait devant le centre médical, peut-être un millier de personnes... Ma sœur était brûlante, sa température avait grimpé. Je savais que sans soins, elle risquait mourir. Il fallait que je trouve une solution pour la montrer au médecin !

Qu'avez-vous fait ?

(Elle rit.) La porte avait été fermée pour éviter que n'entre la foule, qui s'était donc agglutinée devant une fenêtre. Quand je l'ai vue, j'ai remis ma sœur sur mon dos, j'ai fendu la foule jusqu'à la fenêtre et j'ai grimpé. C'est comme ça que nous avons vu le médecin ! Ma sœur a reçu une injection contre le paludisme, et son état s'est amélioré. Sur le chemin du retour, j'ai pleuré

DEUX FEMMES EN LICE POUR L'OMC, UNE INSTITUTION À RÉFORMER



F. COFFRIN/AP

Depuis le 7 octobre, Ngozi Okonjo-Iweala fait partie des deux finalistes en lice pour la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Face à elle, la Sud-Coréenne Yoo Myung-hee, ancienne ministre du commerce. L'institution, qui siège à Genève et compte 164 États membres, devrait donc avoir une femme à sa tête. Une première depuis

sa création, en 1995, pour succéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, plus célèbre sous le nom de Gatt.

Mal connue, l'OMC a cependant une mission déterminante : « *Assurer l'ouverture du commerce dans l'intérêt de tous.* » Pour cela, elle organise des négociations autour de règles communes : exemption de droits de douane sur certains produits, mesures antidumping, réduction des délais d'attente des produits aux frontières... Les négociations durent souvent plusieurs années, tout accord global requérant l'unanimité. Quelle qu'elle soit, la future directrice générale de l'OMC prendra les rênes d'une machine en partie paralysée. Les États-Unis, menaçant de s'en retirer, bloquent la nomination de deux juges au sein de l'« Organe de règlement des différends » (ORD), qui tranche les litiges et se trouve par conséquent à l'arrêt. Une manière pour Washington de s'opposer à la perte de souveraineté impliquée par cette instance. La future patronne de l'OMC héritera aussi d'une institution à réformer. Née alors que la Chine ou l'Inde n'avaient pas encore le statut de grandes puissances commerciales, ces deux dernières profitent d'avantages aujourd'hui inadaptés. Enfin, la défiance autour de la mondialisation des échanges contraindra sa future patronne à démontrer le bien-fondé de l'OMC. Son nom devrait être connu au plus tard le 7 novembre.

La guerre du Biafra

À partir de 1967, ce conflit oppose le pouvoir central nigérian et les sécessionnistes ibos, groupe ethnique du sud-est du pays qui a proclamé l'indépendance de la république du Biafra. Soutenus par la France, ils durent se rendre en 1970 après que le conflit, qui a provoqué une importante famine, a fait plus d'un million de morts.



R. BURTON/LEEMAGE

d'épuisement. Aujourd'hui, ma sœur est médecin, spécialiste des maladies infectieuses. Elle soigne des patients atteints du Covid... La guerre du Biafra m'a laissé des souvenirs assez traumatisants, mais j'en ai retiré beaucoup de force.

Quelle est cette force que l'expérience de la guerre vous a donnée ?

Aujourd'hui, je peux survivre à tout ! (Elle rit.) Je peux aussi bien dormir à même le sol que sur un matelas en plumes, je m'adapte. Je ne suis pas matérialiste, car je sais qu'il est possible de tout perdre en une nuit. Mes parents ont tout perdu : leurs proches, leurs biens... La famille a dû repartir de zéro. Si vous possédez, tant mieux, mais acquérir ne peut être un objectif. Je me souviens, après la guerre, d'une phrase de mon père. Je devais avoir 15 ans, nous n'avions plus rien : nous dormions sur des tapis et, en guise de meubles, nous avions des parpaings... Je devais retourner à l'école et me lamentais : « Je n'ai même pas de vêtements ! » Mon père m'a fait asseoir. Là, dans ma tête d'adolescente, je me suis dit : « Voilà qu'il repart dans sa rengaine... » Et puis, il m'a expliqué : « Tous ces objets qui te manquent, tu pourras très rapidement les récupérer grâce à ton intelligence. Tant que tu as une tête sur les épaules, tu as l'essentiel. Tu verras. Dans un an, nous aurons une maison, des meubles... » Et c'est arrivé. Mon père a pu reprendre le travail, il est devenu consultant pour les Nations unies... J'ai retenu la leçon : ne sois pas matérialiste, ta tête, c'est l'essentiel.

Quand vous étiez ministre des finances, vous avez obtenu l'effacement de 18 milliards de dettes. A-t-il vraiment servi ? Quinze ans plus tard, plus de la moitié des Nigériens n'ont toujours pas accès à l'électricité, et le pays importe l'essentiel du pétrole qu'il consomme alors qu'il en est un très grand producteur...

Cette annulation a été utile ! Si vous regardez les chiffres, le Nigeria a connu un taux de croissance fantastique dans les années qui ont suivi. Il a triplé ! Il y a deux choses. D'une part, nous avons utilisé cette ressource en investissant dans le développement durable : l'approvisionnement rural en eau et en électricité, l'éducation, la santé... L'argent a été bien dépensé. D'autre part, cette annulation nous a permis d'attirer davantage

d'investissements, nationaux et internationaux, dans des secteurs productifs. L'effacement de la dette a donc été très bénéfique, à la fois pour le bien-être de la population et pour la production.

Le pays a connu de nombreux coups d'État militaires, le groupe Boko Haram sème aujourd'hui la terreur dans le Nord-Est, le kidnapping est une pratique courante, dont votre mère a d'ailleurs été victime alors que vous étiez ministre des finances... À quoi cette violence politique tient-elle ?

L'enlèvement de ma mère ne relève pas de la violence en politique. Il s'est déroulé alors que je luttais contre la corruption. Je ciblais un groupe (des importateurs d'essence, NDLR) qui cherchait à capter frauduleusement des subventions de l'État. J'ai d'ailleurs écrit un livre

à ce sujet, intitulé *Lutter contre la corruption est dangereux*. Mais je ne pense pas que la politique au Nigeria soit plus violente que dans bien d'autres pays. Certes, il y a eu des enlèvements, et Boko Haram sévit dans le Nord-Est. Mais 95 % du pays fonctionne normalement. La vie y suit son cours. Les États voisins sont plus faciles à gérer car ils sont beaucoup moins peuplés. Au Nigeria, il y a 200 millions d'habitants !

L'image d'un Nigeria violent persiste cependant. Comment l'expliquez-vous ?

Je ne connais pas de pays plus intéressant, plus vivant, plus excitant que le Nigeria. Vous ne savez jamais ce qui vous attend au coin de la rue. Certes, il y a des défis, mais l'Afrique a beaucoup changé. Dans vingt-cinq à trente ans, elle sera le premier marché au monde, et le continent le plus jeune aussi. C'est le continent de l'avenir. Ceux qui croient que le Nigeria et plus généralement l'Afrique sont dangereux devraient y voyager.

Ils pourraient aussi lire les romans de l'une de vos compatriotes, Chimamanda Ngozi Adichie. Les avez-vous lus ?

Oui ! Mes préférés, ce sont *L'Autre Moitié du soleil* et *L'Hibiscus pourpre*, plutôt qu'*Americanah*. Il faut aussi lire tous les autres auteurs africains, nous en avons tellement ! 🍷

Cet entretien a été réalisé avant la vague de violence et de pillages qui secoue le Nigeria depuis début octobre et la répression de manifestations contre les violences policières.

« Je ne connais pas de pays plus intéressant, plus vivant, plus excitant que le Nigeria. »